

pauvreté, progrès et culture, dans le contexte de l'afrique et dans la perspective du développement endogène et centré sur l'homme

albert tévoédjrè

C'est avec un réel plaisir que je m'associe à l'hommage bien mérité qui est rendu au Professeur Louis Meerts dont les éminentes qualités de chercheur, de pédagogue et ... d'homme forcent l'admiration de tous. Cette contribution est une légère modification d'une communication présentée en novembre 1986 à la réunion de l'UNESCO sur "Pauvreté et Progrès".

La notion de progrès a longtemps été annexée par le type de développement en honneur dans les pays industrialisés : production croissante de biens matériels, rentabilité et productivité accrues des hommes et des machines, augmentation du confort et de la sécurité. Pourtant, les pays occidentaux présentent aujourd'hui les stigmates du désarroi et de la perplexité : la crise a en effet remis en question leur certitude face au développement, face à l'archétype envisagé pour les sociétés futures, car ces objectifs s'avèrent désormais singulièrement éloignés.

Il apparaît donc aujourd'hui tout-à-fait pertinent de redéfinir ce concept de progrès, et le sujet proposé "Pauvreté, progrès et culture, dans le contexte de l'Afrique et dans la perspective du développement endogène et centré sur l'homme", nous propose une problématique par la juxtaposition de trois notions-clés : pauvreté, progrès et culture, nous invitant ainsi à reconsidérer, de façon moins étroite la signification réelle de cette notion et sa portée pour l'homme et son milieu.

Il est opportun de rappeler tout d'abord qu'un développement authentique ne peut être axé que sur la satisfaction première des besoins de l'homme. Le bien-être de celui-ci et son épanouissement doivent en effet être les objectifs dominants de toute action. Cette approche suppose à la fois des impératifs méthodologiques et des choix décisifs au niveau des opérations à engager.

En premier lieu, il est nécessaire d'acquérir une connaissance plus exacte et actualisée des caractéristiques sociales, physiologiques et culturelles, voire spirituelles, des peuples considérés. Ainsi l'on pourra apprécier plus justement leurs besoins réels, la hiérarchie des priorités déterminée par eux, et les moyens disponibles à un moment précis pour y répondre.

En second lieu, réhabiliter l'homme en tant qu'"objet" du développement impose de rejeter hors du champs d'action immédiat les opérations largement mystificatrices visant une amélioration globale de la société. Quelle société ?

Celle des villes, celle des campagnes ? Celle des riches, celle des pauvres ? La politique du progrès général, remorquée par les modèles occidentaux, subie plus que réellement assumée par l'ensemble de la population, a en effet trop souvent servi d'excuse et de paravent à une inégale répartition des bénéfices et une monopolisation des ressources par ceux-là seuls qui tiennent les rênes économiques ou politiques, sans qu'une redistribution effective ait lieu. On a ainsi voulu faire croire que le développement linéaire était une évidence, que les avantages actuels des couches de populations favorisées allaient tout naturellement se généraliser à l'ensemble de la société, que les investissements faits pour les pôles privilégiés allaient voir spontanément des répercussions favorables sur l'ensemble de la société. Or qu'en est-il aujourd'hui ? Force est de constater que l'écart n'a cessé de se creuser entre les plus avantagés et tous ceux, la grande majorité, restés en marge dudit progrès. Il est donc urgent de reprendre à la base les éléments de définition du progrès, et surtout de tester avec lucidité les possibilités de l'actualiser pour l'ensemble de la population et non pour une minorité de privilégiés. Le progrès doit ainsi être conçu comme un ensemble d'actions endogènes, permettant de valoriser les ressources humaines et d'augmenter le bien-être physiologique, psychologique, social et culturel des gens. Notons ainsi au passage que le progrès est loin de se cantonner aux dimensions matérielles de l'existence et qu'il doit s'efforcer de satisfaire l'ensemble des besoins essentiels de l'être humain ; les objectifs du développement doivent en conséquence tenir compte à la fois des composantes matérielles et immatérielles constitutives de l'épanouissement des hommes.

Si le développement concerne les personnes et non les objets, on évaluera le processus de développement en fonction des améliorations qu'il apporte à la qualité de la vie. Cette approche en revalorise la dimension culturelle, qui est en quelque sorte l'expression d'un syncrétisme optimal entre les diverses influences, de toutes origines, subies par une société à un moment donné. Sans doute n'a-t-on pas assez pris conscience de ce caractère d'équilibre dynamique mais fragile des cultures, africaines notamment, lorsqu'on a voulu y introduire des éléments des civilisations occidentales. Les Occidentaux ont pensé, à tort ou à raison, que l'apport de quelques composantes nouvelles ne menaçait pas fondamentalement les bases de ces sociétés qui pourraient, par ailleurs, conserver certaines de leurs valeurs de civilisation.

Il est clair cependant que tous les éléments d'une culture sont interdépendants, et que l'on ne peut en détruire ou en remplacer impunément certains aspects sans marginaliser les autres et les réduire à l'état de curiosités folkloriques. A l'inverse d'ailleurs, si la culture d'accueil résiste mieux que prévu, ce sont les modèles transplantés qui ne sont pas assimilés adéquatement.

Nous en faisons notamment l'expérience avec les transferts de technologie. En voulant ignorer que la technologie comprend une inévitable dimension culturelle, qu'elle est d'abord le reflet d'une société donnée, qu'elle correspond à une époque et un milieu précis, les pays occidentaux ont cru pouvoir imposer à d'autres systèmes sociaux et d'autres équilibres écologiques, les méthodes qu'ils avaient créées pour eux. En fait, ils sont confrontés à deux obstacles :

- d'une part, la technique transférée n'étant pas neutre, elle se trouve sou-

vent inadaptée au nouveau contexte et ne peut donc résoudre que très imparfaitement les problèmes posés, parfois au prix de compromis intolérables ou de surcoûts très élevés.

- d'autre part, le Tiers-Monde n'étant pas un vacuum technologique, comme on a trop souvent voulu le faire croire, les techniques importées doivent au préalable supplanter les anciennes. Il leur faut, ce faisant, vaincre les habitudes, modifier les mentalités et finalement, éliminer une organisation et un ensemble de procédés plus appropriés au milieu, souvent moins coûteux, et qui se trouvaient en équilibre avec tous les autres aspects de la culture vernaculaire.

Une autre manifestation de ces transferts aveugles, plus dramatique encore, s'exprime dans le développement des grandes villes des pays du Tiers-Monde. Parce qu'elles sont le relais d'influences étrangères, parce qu'elles sont à la merci des financements extérieurs, parce qu'elles échappent en tout ou partie aux pouvoirs locaux, parce qu'elles sont incapables de répondre aux promesses mirifiques qu'elles ont fait naître dans les populations rurales, elles jouent mal leur rôle de pôles d'entraînement. Elles exercent en outre bien peu leur fonction dynamisante sur des arrière-pays qu'elles négligent inconsidérément, préférant se tourner vers les pays occidentaux, et principalement les anciennes métropoles.

Avant, les villes étaient le fruit du génie d'un peuple, elles étaient en étroite symbiose avec un lieu et une civilisation. Au contraire, ces grandes métropoles modernes, uniformes, sans racines autochtones, brisent les attaches traditionnelles de la cité avec son environnement, bouleversent les représentations du monde rural qui n'y retrouve ni ses rites, ni sa cosmogonie, ni même ses structures familiales. De la sorte, elles rejettent dans le temps et dans l'espace (notamment vers les régions rurales périphériques où se développent de petites villes en étroite relation avec leurs campagnes) la constitution d'une culture urbaine authentique dans ces pays.

Le propos n'est certes pas ici de mener le combat stérile du passéisme, mais de montrer l'effort indispensable que nécessite un développement à la mesure de l'homme, fondé sur des valeurs endogènes.

La première chose à faire est de déterminer avec précision la hiérarchie des besoins d'une société, puisque c'est elle qui devra définir les priorités et orienter les politiques destinées sans ambiguïté à l'épanouissement de l'être humain. Ces besoins bien qu'en perpétuelle évolution, doivent être appréciés à partir d'un point de départ, fixé arbitrairement certes, mais que l'on doit s'efforcer de situer avec le plus d'équité et de justice possibles pour la plus grande partie de la population. C'est là qu'intervient la notion de pauvreté. Elle n'est pas ici synonyme de misère, mais renvoie à un état d'austérité tourné vers l'être beaucoup plus que vers l'avoir.

Ainsi définie, elle doit constituer la condition de base pour tous et permettre d'apprécier les types d'interventions et d'efforts souhaitables. Elle servira ensuite de fondement à un développement soucieux d'évacuer le mirage de la consommation de masse et d'asseoir sa stratégie sur la maîtrise sociale des besoins. Celle-ci suppose une définition raisonnée d'un ensemble de besoins essentiels, et vise à augmenter le bien-être des hommes en référence à une vie de qualité. Elle dénonce en revanche la recherche et l'acquisition systé-

matique de biens matériels, surtout lorsque ceux-ci ne peuvent être partagés par l'ensemble de la population.

L'objectif est donc de fonder de nouvelles cultures pauvres mais dignes, conviviales, respectueuses des données locales, rendues possibles par une utilisation inventive et modernisatrice des techniques existantes, et un recours judicieux, réfléchi, à des pratiques importées, dans la mesure du possible, de lieux présentant des similitudes géographiques et une certaine communauté de problèmes.

Nous définissons ainsi, pour ces sociétés, ce que Eléonora Masini appelle une "situation d'auto-suffisance", c'est-à-dire non pas un repliement autarcique, mais une forme de développement qui permette de répondre aux besoins essentiels de l'homme et de la société par la libération des forces créatrices de la collectivité (1). A ce stade, l'auto-suffisance permet d'abord d'éliminer les rapports de dépendance et d'exploitation, fléaux des sociétés en voie de développement, et de combattre ensuite la misère par l'action collective. Nous sommes ainsi invités à fonder un nouveau modèle de société, où richesse collective et partage dans la pauvreté signifient le mieux être du plus grand nombre.

Il apparaît alors que l'accent doit être mis sur les besoins sociaux, et le privilège accordé à deux des fondements d'une société démocratique : la formation des hommes et la participation des populations.

Les besoins sociaux sont ceux qu'une société se définit à elle-même quand elle est pleinement consciente de ses ressources, de ses possibilités, mais aussi de ses faiblesses, et qu'elle est alors en mesure d'établir pour la collectivité une hiérarchie de besoins essentiels et de mettre en oeuvre les moyens de la satisfaire pour promouvoir un développement autocentré.

On remarquera donc que la satisfaction de ces besoins impose que priorité soit accordée à la production de biens pour un usage direct par les populations elles-mêmes, afin que celles-ci trouvent sur place des produits adaptés à leur savoir-faire et à leur pouvoir d'achat. Nous retrouvons ici le problème maintes fois évoqué de la création, dans les pays en développement, d'ateliers ou de petites entreprises fondés sur une tradition artisanale locale, capables de produire les éléments essentiels à la vie locale et de fournir à la fois emplois et revenus. Ces petits établissements, demandant de très faibles investissements de capitaux, mais employant en revanche une abondante main d'oeuvre, sont en effet beaucoup plus adaptés aux exigences requises par un auto-développement, que les grandes usines implantées là par souci de rentabilité, très mécanisées, très productives, et dont la production est essentiellement tournée vers le marché minoritaire d'une élite économique ou vers l'exportation. En outre, elles ne règlent en rien les problèmes de chômage ou de formation des travailleurs à des méthodes et techniques susceptibles de véritablement engendrer une culture industrielle autochtone.

De même, la satisfaction des besoins sociaux doit orienter l'économie vers la production de services à la population. Des efforts rigoureux s'imposent ici pour adapter le niveau de ces services aux possibilités réelles des usagers potentiels. Ainsi rien ne sert de construire des pharmacies modernes si les trois-quarts des habitants ne peuvent y acheter les médicaments offerts, de même rien ne sert de construire de grands centres hospitaliers quand les

campagnes ne disposent pas même d'un dispensaire ... et les exemples de telles incohérences sont malheureusement nombreux. Les villes semblent à ce titre les multiplier à plaisir.

De fait, il est d'usage dans toutes les villes du monde, de parler de services urbains comme d'une évidence et de les considérer comme un élément constitutif de la cité; il est en outre admis que l'offre, en tant que service public, doit être approximativement homogène sur l'ensemble du territoire citadin. Or que constatons-nous dans les villes africaines par exemple? Seul le centre "moderne", l'ancienne ville coloniale, peut proposer un niveau de services répondant aux normes occidentales, d'ailleurs semblables en tous points à ceux que l'on peut trouver dans les villes des pays industriels: les habitants y jouissent par exemple d'un réseau d'adduction d'eau avec branchements individuels, d'un système d'égoûts, de ramassages quotidiens des ordures ménagères, d'un éclairage public, d'une bonne desserte en services sociaux, etc. ... En revanche, le reste de la ville, qui en représente les deux tiers voire les trois-quarts, est fréquemment totalement démunie de ces services: d'une part parce que les Municipalités n'ont pas les moyens financiers et économiques d'assumer une telle qualité de services pour l'ensemble de la ville; d'autre part parce que la configuration des quartiers populaires ne permet en aucun cas d'y transposer les équipements et les techniques de desserte traditionnellement utilisés. Par exemple, les bennes-tasseuses ne peuvent pénétrer dans ces quartiers aux ruelles trop étroites et tortueuses; il est également fréquemment impossible d'y tracer un réseau d'égoûts alors qu'il n'y a pas de voirie clairement dessinée ... Il est donc nécessaire de revoir totalement ces notions de services, en se démarquant nettement des normes et techniques occidentales, malencontreusement appliquées à des milieux qui ne s'y prêtent pas. Aussi les recherches actuelles s'orientent-elles aujourd'hui vers des services directs, prévus pour satisfaire le plus grand nombre et conçus à partir de pratiques simples, peu coûteuses, diversifiées, et respectueuses, autant que faire se peut, des coutumes existantes. Ainsi l'on privilégiera la borne-fontaine plutôt que les branchements individuels, les techniques d'assainissement individuel plutôt que les réseaux d'égoûts, le ramassage des ordures ménagères par des systèmes de collectes souples par carioles et procédés de récupération plutôt que les bennes-tasseuses, etc...

L'ensemble de ces services concernant l'habitat, l'hygiène, la santé ou l'éducation répond à des besoins essentiels, est indispensable à l'amélioration de la qualité de la vie et doit donc être privilégié. On remarquera que dans cette approche, l'accent est mis sur la prestation au détriment de l'équipement, et ceci est une façon de reconsidérer la notion de service dans les communautés pauvres. La tendance a trop souvent été de répondre à ces besoins par la construction de réseaux ou de bâtiments, sans se soucier vraiment de leur gestion quotidienne et donc de leur fonction communautaire réelle. Et de fait, bien souvent, les réseaux sont mal entretenus et donc inutilisables, les hôpitaux sont sous-utilisés, le matériel est en panne ou inadapté. Pour les populations pourtant, l'essentiel est la provision du service, à l'aval et non l'investissement initial. Il faut donc désormais réorienter les efforts vers la gestion, la mise en oeuvre quotidienne des compétences et des énergies, valoriser toutes les ressources virtuelles que l'on peut exploiter dans les communautés

elles-mêmes, et rappeler que l'équipement n'est qu'une façon de répondre à la demande en services.

Il nous faut maintenant introduire la notion de participation populaire. Il apparaît en effet clairement que la gestion de tels services ne peut être suffisamment souple et efficace que si elle est locale. Comme, en outre, les services municipaux sont le plus souvent dans l'incapacité de les financer, il faut compter avant tout sur l'investissement humain des communautés bénéficiaires. Une telle organisation décentralisée passe par une responsabilisation préalable des populations, aspect parmi les plus positifs sans doute de l'évolution actuelle du partage des tâches entre les décideurs, trop souvent extérieurs, et les masses, désormais contraintes de reconsidérer leurs attributions et leurs devoirs, si elles veulent ne pas se laisser définitivement isoler ou se retrouver en marge du progrès.

L'inévitable austérité économique imposée par la situation internationale difficile ainsi que l'état de pauvreté générale de la population et les ressources limitées des institutions publiques conduisent à la redéfinition de la notion de développement : non plus un développement "octroyé", subi, et promu par des agents extérieurs, mais un auto-développement pris en charge par des populations responsabilisées et conscientisées. Ce type de développement requiert la pleine participation des habitants et leur contribution volontaire à l'effort collectif. La nouvelle fortune de ce mode d'intervention tient donc à la conjoncture économique, qui a fait prendre conscience à toutes les parties en présence de la nécessité d'une participation de la base, de sorte que le débat ne se situe plus seulement au niveau idéologique entre partisans de la démocratie participative et les opposants. L'idée a au contraire acquis une certaine reconnaissance des instances politiques et publiques, qui ont admis la possibilité d'une intervention des habitants dans des domaines qui leur étaient traditionnellement réservés. L'exercice participatif se trouve donc aujourd'hui aux mains des praticiens, confrontés aux difficultés concrètes de la mise en oeuvre. Il y a là incontestablement une opportunité historique à saisir pour l'avènement d'un contrôle authentique des peuples sur leur devenir.

Une participation vraie est ainsi le lieu où se rencontrent les trois notions-clés que nous propose le thème de cette communication : pauvreté, progrès et culture, puisque la pauvreté est en quelque sorte le contexte nécessaire de sa mise en oeuvre, tandis que la culture en définit les modalités. Enfin, malgré les obstacles et les réticences, le progrès est immense pour les populations qui, de passives, deviennent des partenaires actifs, reconnus. Les bénéfices au niveau de l'épanouissement des individus, de l'adéquation entre besoins et réalisations, de la cohésion de la collectivité sont sans doute inestimables, et méritent que les efforts continuent en ce sens.

Leur maturité exige des populations qu'elles puissent exercer un contrôle sur leurs propres activités, dans le cadre de leurs communautés. Elles doivent donc participer non seulement au travail physique mais aussi à la planification et la détermination des priorités. C'est pourquoi il est bon que soient privilégiées les micro-réalisations, parce que s'y exprime mieux le génie des hommes et parce que leur échelle correspond mieux aux possibilités de maîtrise effective des habitants. C'est à ce niveau que l'on pourra conjurer une pau-

vreté acceptée et une culture valorisée avec l'ingéniosité et la volonté d'un peuple pour le guider sur la voie du progrès.

Il reste toutefois que pour se développer eux-mêmes, les peuples doivent en avoir le pouvoir. Or le pouvoir des pauvres est leur savoir. La formation des hommes devrait ainsi être une des priorités des pays en développement, à condition cependant qu'elle signifie beaucoup plus que quelques années passées sur un banc d'école à annoncer une langue, le français par exemple pour les pays francophones, que ne parlent parfois pas les parents et qui sera par conséquent oubliée en quelques mois. Elle doit être conçue comme un système cohérent au service d'un développement collectif auto-centré. De ce fait, outre l'alphabétisation, la formation doit s'efforcer d'encourager chez l'individu toutes les facultés susceptibles de le rendre plus apte à intervenir sur son environnement physique, social et économique. Ainsi les problèmes concrets de l'agriculture, de l'hygiène ou de la construction devraient figurer en bonne place aux cotés des matières plus classiques de l'enseignement général. Seuls des hommes ainsi formés, familiarisés avec leur milieu et déterminés à le soumettre, peuvent animer une dynamique de progrès dans leur société, sans pour autant la dénaturer ni la renier au profit de modèles exogènes.

La plus grande tâche de l'enseignement est peut-être ainsi d'apprendre à apprendre, d'inculquer les méthodes qui permettront de faire face au changement, de réagir avec créativité face aux bouleversements du temps. Créer des conditions pour offrir à tous l'accès aux structures et aux moyens facilitant le développement de toutes leurs potentialités, est un choix qui garantit la formation de générations responsables et perméables à la logique du développement endogène.

Le développement de l'Afrique dépend ainsi de plus en plus de la capacité de ses populations à s'auto-gérer et à s'auto-déterminer en fonction de priorités librement définies et de sacrifices librement consentis. Il demeure cependant que les cadres et responsables ont un rôle déterminant à jouer, s'ils acceptent d'encadrer et de soutenir cette dynamique populaire et non de l'entraver. On pourrait montrer que la formation des cadres et les choix en matières de recherche mériteraient également d'être remis en cause. Ainsi que l'analyse fort bien Paulin Houtondji, il faut commencer par interroger sans concession la pertinence des recherches eu égard aux problèmes de l'Afrique (2). Jusqu'à présent en effet, les pays en développement ont été cantonnés dans le rôle de consommateurs passifs des découvertes faites dans les pays industrialisés, et n'ont innové qu'au niveau subalterne de l'application, sans véritablement créer de projet scientifique autonome ni de problématique indépendante. Or, l'Afrique a besoin d'étayer son développement par une recherche affranchie de toute tutelle et parfaitement adaptée aux besoins locaux. Elle doit ainsi se réapproprier son héritage scientifique, au même titre que son patrimoine culturel et artistique, plus souvent revendiqué, afin de le mettre au service d'un développement auto-centré.

Une pauvreté reconsidérée, une culture réappropriée et des progrès au service du plus grand nombre peuvent ainsi faire beaucoup plus pour les peuples d'Afrique qu'une assistance bienfaisante. Il est nécessaire de préciser toutefois, qu'une telle ligne de conduite exige beaucoup d'efforts et suppose avant

tout d'être étayée par des valeurs telles que la solidarité, l'entraide ou l'équité. Seule la solidarité peut en effet permettre l'enrichissement collectif par le rassemblement des pauvres et l'épanouissement de la communauté par le partage des ressources ; seule la conscience d'une solidarité profonde, d'une interdépendance totale entre les différents membres de la société autorisera la maîtrise des besoins et leur satisfaction.

Enfin, l'approche doit être *holistique*. La pauvreté seule, la culture seule, la formation seule sont peu susceptibles de provoquer un essor. En revanche, l'alliance de ces divers éléments et la volonté de promouvoir un progrès solidaire peuvent constituer la base d'un développement pour et par l'homme. Il faut donc recréer pour l'Africain un espace qui soit à la fois espace d'apprentissage, espace d'échange et de solidarité, espace culturel : délimité par des besoins réels et conforme à l'équilibre écologique, il constituera le cadre d'un développement auto-centré.

C'est dans cet espace, où l'homme se met à l'aise, où il peut reconquérir sa dignité par la maîtrise des différents facteurs qui influencent son devenir, que l'Afrique trouvera des peuples qui, refusant de déléguer à d'autres leur faculté de penser en de créer, inventeront leur propre développement.

- (1) Eléonora MASINI, "Besoins humains, autosuffisance, contrat de solidarité", in *Travail et Société*, vol.3, n°3-4, juillet/octobre 1978, pp.513-520.
- (2) Paulin HOUNTONDJI, "Recherche africaine et contrat de solidarité" in *Travail et Société*, vol.3, n°3-4, juillet/octobre 1978, pp.353-364.